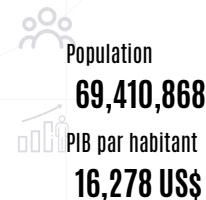
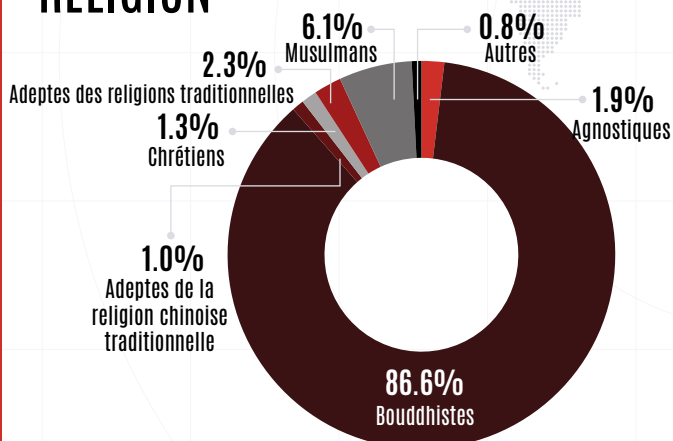




# THAÏLANDE

## RELIGION



## LE CADRE JURIDIQUE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET SON APPLICATION EFFECTIVE

Depuis mai 2014, le pouvoir politique en Thaïlande est aux mains de la junte militaire dirigée par le général Prayuth Chan-O-Cha, qui a rédigé une nouvelle Constitution, la vingtième en un siècle, approuvée par référendum le 7 août 2016<sup>1</sup>. Elle est promulguée le 6 avril 2017 et compte plusieurs amendements qui permettent au roi de renforcer ses pouvoirs.<sup>2</sup> Le 4 mai 2019, le roi Rama X succède au roi Bhumibol, décédé le 16 octobre 2016.

Bien que le texte vise clairement à assurer une domination militaire constante, il offre encore des garanties en matière de liberté religieuse, tout en accordant au bouddhisme un statut spécial.

Dans un pays où le bouddhisme Theravada structure profondément la vie sociale, l'article 7 de la Constitution indique que le roi doit être bouddhiste<sup>3</sup> mais que : « Toute personne jouit de la pleine liberté de professer une religion, et d'exercer ou de pratiquer une forme de culte conformément à ses principes religieux, à condition que cela ne soit pas contraire aux devoirs de tous les Thaïlandais. Cela ne doit pas mettre en péril la sécurité de l'État, ni être contraire à l'ordre public ou aux bonnes

mœurs » (article 31).

Au cours du processus de rédaction de la nouvelle Constitution, l'article 67<sup>4</sup> a généré des inquiétudes chez les minorités religieuses. Il ne faisait plus référence à l'importance de « l'harmonie religieuse », contrairement à la plupart des précédentes constitutions. Les trois provinces du sud à majorité musulmane (Yala, Pattani et Narathiwat) ont donc largement voté contre le nouveau texte lors du référendum du 7 août 2016.<sup>5</sup> Dans cette région, une insurrection ethno-nationaliste contre l'État central perdure depuis des décennies, avant même la polémique constitutionnelle. La population y est à 80% musulmane et culturellement malaise. Le gouvernement central s'oppose à la majorité locale, laquelle réclame la reconnaissance de ses caractéristiques distinctives : le droit de parler une autre langue - un dialecte malais, de pratiquer une autre religion - l'islam, et d'être enracinée dans une culture différente - malaise. La réponse sécuritaire de Bangkok montre ses limites. Ses 60.000 soldats et agents de police ne lui ont pas permis de contrôler une population d'environ deux millions de personnes, ni d'arrêter les militants les plus violents. Après les meurtres d'enseignants thaïlandais et de moines bouddhistes, les attaques de civils en général, encore en août 2020, les forces gouvernementales justifient son recours à la violence au nom de l'état d'urgence

dans les trois provinces en cause.<sup>6</sup> A chaque épisode de tensions dans le sud du pays, des pétitions circulent dans tout le royaume, tandis que des moines bouddhistes extrémistes mettent en garde contre « l'éradication future » du bouddhisme dans cette région.<sup>7</sup>

Le 22 août 2016, la junte au pouvoir publie finalement un décret pour « empêcher les actes qui menacent le bouddhisme et les autres religions », réitérant l'appel traditionnel à « l'harmonie religieuse ». Les musulmans thaïlandais réagissent avec scepticisme.<sup>8</sup>

Malgré le conflit toujours vif dans le sud du pays, le respect de la liberté religieuse en Thaïlande apparaît, dans l'ensemble, plutôt stable. Par l'intermédiaire du Département des affaires religieuses du Ministère de la Culture, le gouvernement reconnaît cinq groupes religieux : bouddhiste, musulman, hindou, sikh et chrétien. Les organisations religieuses liées à ces groupes peuvent obtenir des avantages gouvernementaux tels que des exemptions fiscales, des demandes de visa accélérées et des subventions. L'État alloue chaque année 160 millions de dollars américains aux temples du pays dans quatre domaines (entretien, instruction religieuse, promotion des activités religieuses et salaires des supérieurs). La plus grande partie de ces fonds (148 millions de dollars) va au bouddhisme par l'intermédiaire du Bureau national du bouddhisme, un organisme distinct du Département des affaires religieuses.

Appartenir à un groupe religieux non enregistré auprès des autorités ne semble pas être un obstacle à l'obtention d'avantages. De nombreuses organisations chrétiennes utilisent la Thaïlande comme base pour leur rayonnement en Asie du Sud-Est, car il est relativement facile d'obtenir un visa touristique pour entrer dans le pays et mener des activités missionnaires.

Le 29 décembre 2016, l'Assemblée législative nationale adopte à l'unanimité un amendement à la loi monastique de 1962, qui régit la nomination du Patriarche suprême du bouddhisme thaïlandais.<sup>9</sup> L'amendement prive le Conseil suprême de la Sangha (organe directeur de la communauté monastique) du pouvoir de nommer le patriarche. Désormais, « le Roi nomme le Patriarche suprême, et ce choix est contresigné par le Premier Ministre ».<sup>10</sup> L'objectif : éviter la nomination de quelqu'un comme le précédent chef du bouddhisme thaïlandais, Somdet Chuang (91 ans). Il était considéré par les militaires et leurs alliés conservateurs comme trop proche du Wat Phra Dham-

makaya, un temple financièrement et politiquement influent, favorable à une version hétérodoxe et matérialiste du bouddhisme. Le 7 février 2017, le moine Somdet Phra Maha Munivong, 90 ans, a été nommé par le roi à la tête du bouddhisme thaïlandais.<sup>11</sup>

L'ancien supérieur du temple Wat Phra Dhammakaya, l'abbé Phra Dhammachayo, soupçonné de malversations financières est en fuite. Entre février et mars 2017, la junte a mobilisé 4.000 policiers et des centaines de soldats afin de l'arrêter. Ils ont parcouru l'immense complexe du temple bouddhiste, qui s'étend sur 320 hectares au nord de Bangkok, et retiré aux principaux responsables du temple leurs fonctions cléricales.<sup>12</sup> Mais, à ce jour, Dhammachayo n'a toujours pas été retrouvé. Le régime militaire voudrait placer le temple de Dhammakaya sous son contrôle car les généraux au pouvoir sont convaincus qu'il entretient des liens étroits avec le clan politique de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra.

## INCIDENTS ET DÉVELOPPEMENTS

Le conflit actuellement en cours dans les provinces frontalières du sud cristallise une grande partie des difficultés. En janvier 2020, les négociateurs de paix du gouvernement et les représentants du Front révolutionnaire national (Barisan Revolusi Nasional, BRN), un mouvement séparatiste islamique, se sont réunis dans l'espoir de trouver une solution pacifique.<sup>13</sup> Malheureusement, ces premiers pourparlers ne débouchent sur aucun cessez-le-feu. 29 incidents violents se produisent au cours du seul mois d'août 2020, faisant dix morts et huit blessés, selon l'ONG Deep South Watch<sup>14</sup>. Depuis le début de l'insurrection dans le sud en 2004, 7162 personnes sont mortes et 13348 ont été blessées.

En avril 2020, le BRN a pourtant annoncé un cessez-le-feu unilatéral pour lutter contre la propagation du Covid-19. Dans un communiqué, il déclare vouloir « mettre fin à toute activité, dans le but de fournir un accès aux humanitaires en gardant à l'esprit que le principal ennemi en ce moment est le covid-19 ».<sup>15</sup> Cet engagement n'a pas été possible car l'armée n'a pas agi de manière réciproque, considérant la violence dans le sud comme une question de maintien de l'ordre nécessaire. En conséquence, les affrontements entre l'armée et le BRN se sont poursuivis, bien que les pertes humaines aient diminué ces derniers mois. Les conséquences impactent les populations de toutes les communautés du sud puisque les

insurgés ciblent les bouddhistes thaïlandais tandis que les forces de sécurité thaïlandaises visent les militants présumés, via des raids et usant de la torture.<sup>16</sup>

Une autre question affecte en particulier le droit à la liberté religieuse : le sort des communautés persécutées réfugiées en Thaïlande, essentiellement des chrétiens du Pakistan et des membres du Falun Gong de Chine.

Profitant d'un accès relativement facile à la Thaïlande, des milliers de chrétiens pakistanais ont demandé le statut de réfugié dans le pays. Comme l'État n'a pas ratifié la convention de 1951 relative au statut des réfugiés (convention des Nations Unies), ils ne peuvent travailler légalement sur le territoire. Les autorités les placent dans des centres de détention où leurs droits ne sont pas pleinement respectés. Un exemple : ils ne peuvent passer que quatre heures par semaine à l'extérieur de leurs cellules surpeuplées.<sup>17</sup>

En règle générale, les autorités ne reconnaissent pas les chrétiens pakistanais comme des réfugiés ayant fui les discriminations dans leur pays d'origine et méritant une protection juridique. Ils les considèrent comme des immigrants illégaux.<sup>18</sup> En juillet 2019, les autorités thaïlandaises ont par exemple arrêté 51 demandeurs d'asile chrétiens pakistanais à Bangkok. L'incident a fait craindre aux autres chrétiens pakistanais de la ville que le gouvernement thaïlandais n'envisage de nouvelles mesures de répression anti-immigration, y compris contre les demandeurs d'asile dépourvus du statut de réfugié approprié. Pour éviter les centres de détention, les plus chanceux se cachent dans de petits appartements à loyer modéré. Ils disent ne pas pouvoir retourner au Pakistan, en raison des persécutions auxquelles ils sont confrontés du fait de leurs croyances religieuses.<sup>19</sup> En décembre 2019, les services thaïlandais de l'immigration ont encore arrêté 36 demandeurs d'asile lors d'une descente de police dans des appartements de Bangkok.<sup>20</sup>

Les réfugiés vietnamiens craignent également d'être expulsés. Beaucoup d'entre eux sont des catholiques ayant fui la répression religieuse dans leur propre pays. En novembre 2018, plus de 180 réfugiés de l'ethnie montagnarde du Vietnam ont été arrêtés en Thaïlande. Beaucoup étaient chrétiens. Peu d'entre eux ont obtenu le statut de réfugiés.<sup>21</sup> Certains ont pris le risque d'être expulsés pour voir le Pape François lors de sa visite en Thaïlande au mois de novembre 2019.<sup>22</sup>

En 2019 toujours, une Saoudienne de 18 ans, Rahaf

Mohammed Al-Qununt, fuyant sa famille qui avait menacé de la tuer pour avoir quitté l'islam, semble avoir fait avancer la cause des réfugiés pour cause religieuse en Thaïlande. Les autorités thaïlandaises l'ont arrêtée à l'aéroport de Bangkok en janvier 2019 alors qu'elle se rendait en Australie. Son intention était d'y demander l'asile. Lors de son arrestation, Rahaf Mohammed Al-Qunun a lancé un appel à l'aide sur les plate-formes de médias sociaux, attirant l'attention de la communauté internationale. En raison du tollé qu'elle a réussi à susciter, le gouvernement thaïlandais a promis de s'attaquer à la question de la détention illimitée et de l'expulsion des demandeurs d'asile. Le chef de la police de l'immigration, Surachate Hakparn, a annoncé une révision de la politique de détention du pays, notant que personne ne serait expulsé « involontairement ».<sup>23</sup> A suivre.

En 2020, la Thaïlande a célébré le 142ème anniversaire de l'édit de tolérance religieuse promulgué pour la première fois par le roi Chulalongkorn en 1878. En substance, cet édit disait « que quiconque souhaite embrasser une religion quelle qu'elle soit, après l'avoir reconnue comme vraie et appropriée, peut le faire sans aucune restriction, et cela sous sa propre responsabilité ». Pour l'occasion, l'ambassadeur des États-Unis en Thaïlande, Michael George DeSombre, a organisé une table ronde le 30 septembre 2020, avec une quinzaine de dirigeants d'institutions religieuses, de ministères, d'organisations de la société civile et d'universités.<sup>24</sup> Une bonne piqûre de rappel.

## PERSPECTIVES POUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

Le régime militaire et les récentes manifestations appelant à une réforme politique systématique n'ont pas affecté la liberté religieuse en Thaïlande qui, dans un avenir immédiat, devrait rester robuste.

Toutefois, la situation du sud de la Thaïlande demeure instable et la crise n'y est pas résolue. On peut s'attendre à ce que continuent la violence religieuse et le terrorisme islamiste ciblant en particulier les bouddhistes majoritaires.

## NOTES DE FIN DE TEXTE / SOURCES

- 1 Jonathan Head, "Thai referendum: Military-written constitution approved," BBC News, 7 août 2016, <http://www.bbc.com/news/world-asia-36972396>
- 2 "Thailand's constitution: New era, new uncertainties," BBC News, 7 avril 2017, <http://www.bbc.com/news/world-asia-39499485>
- 3 Thailand 2017, Constitute Project, [https://www.constituteproject.org/constitution/Thailand\\_2017?lang=en](https://www.constituteproject.org/constitution/Thailand_2017?lang=en)
- 4 Thailand's Constitution of 2017, op. cit.
- 5 Khemthong Tonsakulrungruang, "Religion after the referendum," New Mandala, 15 septembre 2016, <https://www.newmandala.org/religion-after-the-referendum/>
- 6 "Thailand: Insurgents bomb government agency in South," Human Rights Watch, 17 mars 2020, <https://www.hrw.org/news/2020/03/17/thailand-insurgents-bomb-government-agency-south>
- 7 Max Constant, "Thai Muslims uneasy about rise in Buddhist nationalism," Anadolu Agency, 3 septembre 2016, <https://www.aa.com.tr/en/asia-pacific/thai-muslims-uneasy-about-rise-in-buddhist-nationalism/640116>
- 8 "La junte au pouvoir tente de corriger la perception négative de la clause religieuse inscrite dans la nouvelle Constitution," Églises d'Asie, 7 octobre 2016, <http://eglasie.mepasie.org/asia-du-sud-est/thailande/2016-10-07-la-junte-au-pouvoir-tente-de-corriger-la-perception-negative-de-la-clause-religieuse-inscrite-dans-la-nouvelle-constitution>
- 9 "La junte amende la loi monastique pour écarter Somdet Chuang de la direction de l'Église bouddhique," Églises d'Asie, 2 janvier 2017, <http://eglasie.mepasie.org/asia-du-sud-est/thailande/2017-01-02-la-junte-amende-la-loi-monastique-pour-ecarter-somdet-chuang-de-la-direction-de-l2019Église-bouddhique>
- 10 Ibid.
- 11 "La nomination du nouveau chef de l'Église bouddhique thaïlandaise met un terme à une longue polémique," Églises d'Asie, 17 février 2017, <http://eglasie.mepasie.org/asia-du-sud-est/thailande/2017-02-17-la-nomination-du-nouveau-chef-de-l2019Église-bouddhique-thaïlandaise-met-un-terme-a-une-longue-polemique>
- 12 "La junte peine à neutraliser le mouvement bouddhique Dhammakaya," Églises d'Asie, 27 mars 2017, <http://eglasie.mepasie.org/asia-du-sud-est/thailande/2017-03-27-la-junte-peine-a-neutraliser-le-mouvement-bouddhique-dhammakaya>
- 13 Noah Lee, Muzliza Mustafa, Pimuk Rakkanam and Mariyam Ahmad, "Thai peace negotiator meets with BRN rebel delegates in Malaysia," Benar News, 21 janvier 2020, <https://www.benarnews.org/english/news/malaysian/peace-talks-01212020154917.html>
- 14 Deep South Watch, <https://www.deepsouthwatch.org/english>
- 15 "Declaration of BRN's response to COVID-19," Geneva Call, 3 avril 2020, <https://www.genevacall.org/wp-content/uploads/2020/05/BRN-Statement-Ceasefire.jpg>
- 16 Caleb Quinley, "In Thailand's deep south conflict, a glimpse of hope, but no momentum to sustain a COVID-19 ceasefire," The New Humanitarian, 3 août 2020, <https://www.thenewhumanitarian.org/news/2020/08/03/Thailand-deep-south-conflict-coronavirus-ceasefire>
- 17 "Bangkok detention center violating human rights of detainees," International Christian Concern (ICC), 26 septembre 2018, <https://www.persecution.org/2018/09/26/bangkok-detention-center-violating-human-rights-detainees/>
- 18 "Thai police round up dozens of Christian Pakistani refugees," UCANews, 20 décembre 2019, <https://www.ucanews.com/news/thai-police-round-up-dozens-of-christian-pakistani-refugees/86862>
- 19 "Thai police seize 51 Pakistani Christian asylum seekers," UCANews, 9 juillet 2019, <https://www.ucanews.com/news/thai-police-seize-51-pakistani-christian-asylum-seekers/85590>
- 20 Ibid.
- 21 "181 Christian refugees still detained by Thailand authorities," International Christian Concern (ICC), 6 novembre 2018, <https://www.persecution.org/2018/11/06/181-christian-refugees-still-detained-thailand-authorities/>
- 22 "Vietnamese Catholic Refugees in Bangkok Risk Deportation to See Pope Francis," International Christian Concern (ICC), 13 décembre 2019, <https://www.persecution.org/2019/12/13/vietnamese-catholic-refugees-bangkok-risk-deportation-see-pope-francis/>
- 23 "Thailand aims to reform tough refugee policy after saudi asylum case," International Christian Concern (ICC), 21 janvier 2019, <https://www.persecution.org/2019/01/21/thailand-aims-reform-tough-refugee-policy-saudi-asylum-case/>
- 24 Michael George DeSombre, "Celebrating a shared history of religious freedom," Nation Thailand, 30 septembre 2020, [https://www.nation-thailand.com/opinion/30395338?utm\\_source=homepage&utm\\_medium=internal\\_referral](https://www.nation-thailand.com/opinion/30395338?utm_source=homepage&utm_medium=internal_referral)